RÉPUBLIQUE FRANÇAISE | DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

ELECTIONS LÉGISLATIVES du 23 NOVEMBRE 1958

CHERS CONCITOYENS ET AMIS,

Le 23 novembre prochain, vous êtes appelés à élire un député pour la Circonscription de SARLAT.

Plusieurs candidats se présentent à vos suffrages.

Nous vous engageons à relire les professions de foi de ces candidats aux précédentes élections législatives et à confronter les paroles et les actes.

Les communistes ont été et demeurent pour l'aboutissement des revendications des ouvriers, des paysans travailleurs, de l'artisanat et du petit commerce; au Parlement, ils n'ont cessé d'agir en ce sens. Il n'est que de relever leurs votes au « Journal Officiel » pour s'en convaincre.

Les communistes ont été et demeurent pour la Paix en Algérie par l'ouverture de négociations loyales avec ceux contre lesquels on se bat.

Les autres candidats avaient eux aussi inscrit tout cela dans leurs programmes.

Qu'ont-ils fait de leurs promesses ?

Qu'ont-ils fait de la grande espérance qui s'était levée au lendemain des élections du 2 janvier 1956 ?

La majorité de notre peuple avait voté à gauche **POUR QUE ÇA CHANGE.**

Loin de tenir compte de cette aspiration populaire, LACOSTE, LAFOREST et BONNET dont se réclame M. DIERAS, renient leurs promesses électorales et ont pratiqué la politique de la pire réaction, celle qui aboutit aux dramatiques événements de mai 1958.

Ainsi, la guerre d'Algérie se poursuit depuis 4 ans, nos jeunes sont tombés par milliers, les impôts sont plus lourds, la vie plus difficile pour ceux qui travaillent, pour les vieux, les économiquement faibles, le marasme économique menace notre pays, la jeunesse est privée de débouchés pour l'avenir; alors que nous demeurons convaincus que l'union des forces républicaines et notamment des communistes, des socialistes, des radicaux aurait permis de faire passer dans les faits la politique voulue par le pays.

Les chefs socialistes de droite, LACOSTE en particulier, portent les plus lourdes responsabilités dans la situation douloureuse que connaît actuellement le peuple de France.

C'est ce que disent avec nous des membres de leur propre parti qui, au début de juin dernier, dénonçaient en ces termes les artisans de cette politique :

« Ceux qui ont couvert la politique de MOLLET-LACOSTE, avec ses odieuses méthodes de pacification et avec ses continuelles capitulations devant les ultras et les chefs militaires, ont déshonoré le parti et acculé le pays à la catastrophe économique, politique et morale. »

Ce n'est pas cette politique que Robert LACOSTE avait promis à ses électeurs.

Seuls les communistes sont restés fidèles aux engagements pris.

Ils vous proposent pour l'avenir un programme de justice sociale et de Paix. Ce programme, ils s'efforceront de le faire aboutir malgré les atteintes portées aux droits du Parlement et du peuple par l'actuelle Constitution.

IL VOUS RESTE MAINTENANT A FAIRE UN CHOIX.

Ne vous laissez pas prendre au piège grossier de l'anti-communisme qui divise les travailleurs et les démocrates et ne profite qu'à la pire réaction.

VOUS VOULEZ VOTER UTILE, POUR QUE ÇA CHANGE !

Alors ne votez pas pour ceux qui ne tiennent pas leurs promesses.

Votez pour le candidat du Parti Communiste Français, le seul parti à n'avoir aucune responsabilité dans la désastreuse politique menée depuis 10 ans, dont les actes ont toujours été en accord avec les paroles et grâce auquel ont pu être votées des réformes en faveur des travailleurs et du peuple de France.

RANOUX Roger

DÉPUTÉ SORTANT

Membre de la Commission de l'Agriculture
de l'Assemblée Nationale
Membre de la Commission des Anciens Combattants
Ancien Chef départemental des F.F.I. en Dordogne
Chevalier de la Légion d'honneur

CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

REMPLAÇANT EVENTUEL :

BOUYOU Maurice

Propriétaire exploitant
Conseiller Municipal de Villefranche-du-Périgord
Membre de la Chambre d'Agriculture

NOTRE PROGRAMME

Le coût de la vie ne cesse d'augmenter. La crise économique menace. Réduction d'horaires et début de chômage frappent déjà les travailleurs. En Algérie, la guerre s'éternise.

Le Parti Communiste Français considère que la domination des capitalistes est la cause profonde de la misère, du colonialisme et de la guerre et que la seule solution complète de ces problèmes, c'est le socialisme.

Par la socialisation des grands moyens de production et d'échange, le socialisme met fin à l'exploitation du travail d'autrui; il supprime pour toujours les causes des crises économiques et des guerres; il donne à l'humanité la complète jouissance des richesses de la nature, du travail et de la science.

Cependant, il est possible, dès maintenant, de réaliser une politique répondant aux exigences des travailleurs et de la nation.

Depuis dix ans, la production par ouvrier a augmenté de 40 %, apportant au grand patronat des profits fabuleux.

Le grand capital peut donc payer les frais d'une politique de progrès social.

Depuis dix ans, de l'Indochine à l'Algérie, les guerres coloniales ont ruiné le budget de la France et empêché tout progrès.

Par la négociation, la guerre en Algérie peut finir.

Certes, la Constitution adoptée le 28 septembre a diminué considérablement le rôle de la prochaine Assemblée Nationale. Le système électoral a pour but de réduire la représentation des travailleurs manuels et intellectuels de la ville et de la campagne. Il sera donc plus difficile que par le passé de défendre au Parlement les revendications de la population laborieuse.

Pour dresser un barrage efficace à l'avance des forces réactionnaires, pour réduire les effets d'un pouvoir dictatorial, pour défendre pied à pied les intérêts des petits contre les gros, pour jeter les bases du regroupement indispensable de tous les républicains, il est nécessaire de voter en masse pour assurer la présence d'un groupe important à l'Assemblée Nationale.

Les députés communistes s'appuieront constamment sur la volonté populaire exprimée par les organisations et groupements ouvriers et démocratiques.

Tout en poursuivant son action pour la révision démocratique de la Constitution par le peuple souverain, le Parti Communiste considère qu'il est possible de réaliser le programme de justice sociale et de salut national suivant :

1 RELEVEMENT DU NIVEAU DE VIE DES MASSES POPULAIRES par l'augmentation des salaires, traitements, retraites, pensions et prestations familiales. Retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, création d'une véritable assurance chômage aux frais du patronat. Aide aux petits et moyens paysans, ainsi qu'à l'artisanat, au petit commerce et à la petite entreprise, menacés par les monopoles.

2 PAIX EN ALGERIE par la négociation avec ceux contre qui la France se bat, et établir avec l'Algérie, comme avec tous les peuples coloniaux, — y compris la Guinée — des rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.

3 POLITIQUE EXTERIEURE D'INDEPENDANCE FRANÇAISE ET DE PAIX fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusive, l'arrêt des expériences atomiques, de la remilitarisation de l'Allemagne et de la course aux armements.

4 REDUCTION MASSIVE DES DEPENSES MILITAIRES ET REFORME DEMOCRATIQUE DE L'IMPOT frappant le grand capital et les profiteurs de guerre, afin

— de donner à l'industrie et à l'agriculture, à la technique, à la recherche scientifique et à la culture les moyens nécessaires à la grandeur française;

— de donner aux familles et à l'enfance des logements à des prix accessibles et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale.

5 GARANTIE DE L'AVENIR DE LA JEUNESSE :

— Par la réforme démocratique et laïque de l'Enseignement;
— Création de nouvelles écoles, modernisation de celles existantes, selon un plan à établir avec l'Inspection Académique et le Syndicat des instituteurs;
— Construction immédiate des écoles normales d'institutrices et d'instituteurs à Périgueux;
— Développement des Centres d'apprentissage et écoles techniques;
— Création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux jeunes et futurs ménages.

6 SOUTIEN DE L'EXPLOTATION FAMILIALE AGRICOLE :

— Des mesures financières permettant aux Caisses de Crédit agricole de consentir des prêts à long et moyen terme pour l'équipement individuel et collectif, l'accession à la propriété;
— L'amélioration des lois sociales pour l'agriculture, notamment pour la maladie et les gros risques;
— L'institution d'une Caisse d'assurance contre les calamités atmosphériques et la mortalité du bétail;
— L'application intégrale du statut du fermage et du métayage;
— L'affectation des crédits nécessaires au paiement rapide de la ristourne de 15 % sur l'achat du matériel agricole, pour l'installation de la force motrice et des adductions d'eau;

LA DEFENSE DE NOS CULTURES SPECIALISEES;

— La défense du prix de la noix, notamment par des mesures protégeant notre production de la concurrence étrangère aggravée par l'institution du Marché commun;
— Un prix rémunérateur pour le tabac, le maintien des surfaces plantées, l'amélioration de la loi d'assurance;
— Des crédits beaucoup plus importants pour la lutte contre la maladie des animaux;
— La défense des prix de la viande à la production ainsi qu'un juste prix du lait, la réduction des marges bénéficiaires des industriels laitiers.

7 POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE LOCALE :

De nombreux secteurs de l'industrie et de l'agriculture sont menacés gravement par le fonctionnement de l'institution dite du « Marché commun »;

Les élus communistes de la Dordogne ont combattu le Marché commun, contraire à l'intérêt national et sacrifiant l'économie du département;

En même temps que nous appelons les travailleurs à lutter contre ces dangers, nous proposons :

— L'exploitation rationnelle des richesses du département : bois et dérivés - produits chimiques - chaux et ciment, etc...;
— La prospection plus rationnelle et à l'échelle du département du pétrole;
— Le développement du tourisme, notamment par la mise en valeur des musées, grottes, lieux historiques de notre région.

8 RESTAURATION DE LA REPUBLIQUE ET CONSTRUCTION D'UNE DEMOCRATIE RENOVEE :

— Par l'abrogation des ordonnances prises en violation de l'article 66 de la nouvelle Constitution;
— Par la défense et l'élargissement des libertés démocratiques : liberté d'opinion, libertés syndicales, libertés de la presse et de réunion;
- Par le contrôle du peuple sur ses élus;
— Par une large autonomie communale et départementale.

Car il n'y a pas de grandeur française possible sans une véritable démocratie.

Pour barrer la route à la réaction; pour réaliser cette politique conforme aux aspirations de notre peuple et aux intérêts de la nation; pour assurer la présence à l'Assemblée Nationale d'un groupe communiste important et lui donner l'autorité de millions de voix;

Pour la victoire de la République;

Pour l'avenir de la France;

Votez et faites voter pour le candidat du Parti Communiste Français !

LE CANDIDAT :

PÉRIGUEUX - IMP. MODERNE, 29, RUE DES JACOBINS

LE SUPPLEANT :